

◀ Concertation sur l'avenir du sup' ▶

Maintenons ouvert l'accès aux études supérieures

L'ESR a besoin de moyens pour fonctionner

À l'été 2017, des dizaines de milliers de bacheliers et bachelières se sont retrouvé-e-s sans affectation dans le supérieur. Cette situation de crise est tout sauf imprévue : elle est organisée par le gouvernement qui ne donne pas à l'enseignement supérieur les moyens de fonctionner. En effet, il manque l'équivalent de trois Universités en France pour accueillir l'ensemble des bacheliers et bachelières alors qu'ils et elles étaient 200 000 de plus ces dernières années et seront à nouveau entre 40 et 50 000 supplémentaires l'an prochain.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a décidé de lancer une large concertation dans l'optique d'« en finir avec le gâchis d'APB », et de sortir de cette « situation inacceptable » tout en instrumentalisant l'injustice du tirage au sort.

11 groupes de travail se sont donc réunis une fois par semaine depuis la mi-septembre jusqu'au 13 octobre, soit 55 réunions en 5 semaines en pleine période de rentrée.

En ouverture de ce cycle, la Ministre a insisté sur sa volonté de voir régner un climat de confiance au cours de ces travaux. Mais comment faire confiance à un gouvernement qui souhaite imposer un « contrat de réussite » aux étudiant-e-s et aux établissements d'enseignement sans leur donner les moyens ne serait-ce que d'accueillir dans des conditions convenables ces flots d'étudiant-e-s dont personnes n'ignorait qu'ils allaient arriver ?

Hypocrisie et sous investissement chronique

Dans la plus grande hypocrisie, le ministère préfère cacher la poussière sous le tapis et masquer la réalité d'un sous-investissement chronique de l'État français dans son service public d'éducation. Il y aurait peut-être des évolutions pédagogiques à apporter, mais qui ne

peuvent être séparés des moyens humains et matériel et surtout pas séparés d'une approche globale. En saucissonnant les problématiques en 11 thèmes, le ministère prétend traiter les symptômes sans agir sur les causes.

L'échec, c'est celui du gouvernement

L'échec, c'est surtout celui du gouvernement à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour accueillir dignement, encadrer et garantir la réussite de toutes et tous. Répondre à l'échec par la sélection, c'est se féliciter d'apprendre à nager aux poissons.

En finir avec le baccalauréat comme premier diplôme universitaire, individualiser les parcours, mettre en place les pré-requis, c'est accentuer encore la sélection sociale, les mécanismes de reproductions et donc les inégalités.

Construisons la lutte !

L'urgence est de garantir effectivement l'égalité du droit à l'éducation et aux études supérieures et d'assurer les conditions d'une véritable formation émancipatrice. Baisser le niveau de qualification de celles et ceux qui sont issu-e-s des classes populaires c'est envoyer des centaines de milliers de précaires sur un marché du travail que Macron s'emploie à déréguler.

Pour SUD éducation, l'heure est à la construction d'un large front de lutte pour enrayer cette contre-révolution du système éducatif. Il doit sans attendre s'inscrire dans le mouvement global de refus des politiques néolibérales de Macron et de son gouvernement.